

## Intervention Finances

Taylan Coskun

Conseil national 24 avril 2021

Cher·e·s camarades,

Nous avons adopté à notre dernier Conseil national le budget de notre parti. Nous avons décidé à ce moment-là de nous réserver une clause de revoyure budgétaire à l'issue de la décision des communistes concernant l'échéance présidentielle. À quelques semaines du vote des communistes, et après la conférence nationale qui a décidé de proposer à 73 % la candidature de Fabien Roussel, notre secrétaire national, candidat à l'élection présidentielle, nous proposons que le travail collectif de revoyure budgétaire commence. Nous allons avoir un débat instruit sur cette question à notre prochain conseil national au regard du vote définitif des communistes. Pour autant et vu l'importance des tâches à accomplir, nous avons souhaité apporter un certain nombre d'éléments dès aujourd'hui.

Je souhaite d'abord faire une remarque préalable. Constituer un budget pour faire face aux échéances qui sont devant nous pose une double question interdépendante : comment les moyens du parti s'organisent pour créer les conditions de réalisation en sécurité des échéances à venir ? Et comment les échéances à venir sont posées concrètement comme des moyens de renforcement de notre parti en nombre de contacts, d'adhérent·e·s, de cotisant·e·s et d'élu·e·s avec une présence efficace dans les institutions ?

Ces deux questions doivent se poser de concert et avec des objectifs précis, chiffrés et tenant compte de la bataille idéologique, politique et économique qui doivent être intimement liés, comme le préconisaient les manuels communistes d'antan comme celui de Georges Politzer. Je veux citer à ce propos, le souvenir instructif de Zéphirin Camelinat qui avait préparé le rapport budgétaire lors du congrès de Tours où on voit comment la question des moyens était liée aux batailles idéologiques et politiques. En ce 150ème anniversaire de la Commune, je rappelle que Camelinat avait été nommé directeur de la **Monnaie de Paris**. Nous attendons avec impatience le moment révolutionnaire qui pourrait nous permettre de battre monnaie pour répondre à volonté à nos besoins.

En attendant cette possibilité, nous aurons dans la période à affronter durement des batailles tous azimuts qui se poseront sur ces trois champs. Un exemple récent pour illustrer mon propos : c'est l'information qui a été reprise dans la presse concernant l'endettement des partis politiques. Nous y sommes cités ainsi que tous les autres partis. Sauf la République En Marche qui est présentée comme étant exemplaire. L'attaque principale vise le Rassemblement national. Mais nous sommes également concernés. Denis pourra apporter quelques éléments montrant la manière dont les chiffres et les conclusions de la commission des comptes de campagne et du financement des partis politiques sont manipulés par les médias pour arriver à cette conclusion.

Je ne reviens pas sur les explications que nous avons données la dernière fois concernant l'extrême difficulté de faire face aux exigences de l'administration sur la consolidation des comptes. Au regard des enjeux, nous prenons des mesures d'exception pour y répondre. Ce qui demande beaucoup d'implication militante et aussi des moyens humains et matériels qui ont un coût supplémentaire.

Une élection présidentielle est exceptionnelle par le niveau d'organisation qu'elle nécessite. Cela est sans commune mesure avec toute autre élection limitée sur un territoire. Je souhaite dire très solennellement ici : Notre parti devra être extrêmement discipliné et centralisé dans la période pour l'organisation de la campagne de la présidentielle si les communistes confirment notre choix de conférence nationale. Aussi bien sur la manière d'organiser concrètement la campagne sur le terrain, que sur la bonne façon de lier le problème des moyens pour la campagne avec les objectifs de renforcement du parti que j'ai soulignés.

Sans cette vigilance et sans l'implication de tout le parti, nous risquons non seulement de manquer les objectifs de financement de la campagne mais aussi le rejet du compte de campagne et de la certification de parti politique.

La semaine prochaine, nous ferons avec Denis une réunion avec l'ensemble des trésorier·e·s pour approfondir les questions essentielles auxquelles nous devons nous tenir prêts. Nous y reviendrons en détail à notre prochaine réunion.

Maintenant, directement sur la question du budget de la présidentielle. Un budget évidemment c'est des recettes et des dépenses.

Les dépenses bien gérées avec de l'anticipation et une temporalité de trésorerie maîtrisée s'apparentent à des recettes. Et les recettes constituées de manière diversifiée et bien répartie permettent de réaliser le double objectif : financer les échéances électorales et renforcer le parti. Notre budget sur son chapitre « dépenses » dépendra du style de campagne et de la capacité des militant·e·s sur le terrain à être des vecteurs efficaces de la campagne. Plus le parti sera mobilisé, moins nous aurons besoin de prestations extérieures coûteuses pour rendre visible notre campagne. Le collectif d'animation de la campagne autour de Fabien aura à trancher les éléments de style de cette campagne.

Le côté « recettes » dépendra lui aussi de la mobilisation du parti : une campagne de souscription avec des objectifs ambitieux, des prêts auprès des fédérations que nous pourrions indexer pour les garantir au remboursement de l'État qui porteront sur 4,75% du plafond, aide accordée à tout candidat quelque soit son score à la présidentielle. Ce sont des objectifs ambitieux qui pourront constituer des recettes à hauteur de 2,5 millions d'euros. C'est une première approximation. Il nous faut faire un travail fin pour voir la répartition par chapitre et dans le temps des dépenses (en distinguant les récurrentes et les exceptionnelles) et des recettes. Ce travail de trésorerie permettra de mieux ajuster les choses.

Mais la vraie question qui nous est posée est ailleurs : comment assurer que nous absorbions le coût de la campagne sans gager l'existence du parti ? Il est possible d'y arriver avec esprit de responsabilité et de prudence dans l'utilisation des moyens sans évidemment rogner sur nos ambitions. C'est un travail exigeant mais notre parti, uni, a la capacité collective de se hisser à la hauteur de cette ambition.

Nous avons travaillé avec nos conseils juridiques et comptables à cerner le cadre de nos obligations légales. Elles sont nombreuses, complexes et contraignantes. La première d'entre-elles est la mise en place de l'association de financement de la présidentielle qui sera, en tant que personne morale, le mandataire de la campagne, le réceptacle des recettes et l'ordonnateur des dépenses. Les statuts seront prêts mi-mai. Et il nous faudra dans la foulée ouvrir le compte bancaire.

Un Vade-mecum juridique et comptable des points de vigilance concernant la présidentielle et les législatives est en préparation il sera largement diffusé dans les fédérations. Je compte sur chaque dirigeant pour faire respecter les règles communes de prudence qui y seront exprimées et qui sont vitales pour la campagne mais plus généralement pour la sauvegarde de notre parti.